

Dénoncer le nouveau CCNE n'est pas donner quitus au précédent

Article rédigé par *Jean-Marie Le Méné*, le 30 septembre 2013

Le renouvellement orienté de certaines têtes du Comité national consultatif d'éthique ne fait pas mystère de ses ambitions en vue des échéances à venir. L'émoi, voire la colère, de certains s'entend. Mais au fond, soyons honnêtes, cela ne change pas grand chose.

L'ERREUR fut de sacraliser cette instance qui depuis sa création participe en réalité de la suave dérive de tous les cadres bioéthiques sous couvert de répondre aux appels de la médecine, en réalité de la techno science. Dénoncer la composition nouvelle du Comité serait donc donner quitus à la précédente.

Sans remonter loin dans les archives, il suffit de se pencher sur le sinistre [avis n°120](#) d'avril dernier pour se convaincre que le changement d'aujourd'hui n'est qu'une goutte d'eau dans un océan de cynisme. A la question : "*Les nouveaux tests sanguins de diagnostic prénatal de la trisomie 21 sont-ils acceptables en France ?*", le comité a répondu par l'affirmative sans broncher, sans qu'un seul membre n'émette un bémol, déroulant le tapis rouge aux industriels des tests qui pénètrent un à un les marchés européens, labellisés éthiques grâce au CCNE.

Que celui-ci n'envisage même pas la question du bien-fondé de l'utilisation des tests et se limite à réguler les conditions d'utilisation ne trouble pas ses membres.

La barrière de la performance

Ils ne sont pas plus perturbés quand le conseil pose comme unique barrière la performance technique et le coût du test, quand il établit une différence entre la réflexion concernant la trisomie 21 et celle relative aux autres pathologies génétiquement détectables, créant ainsi une hiérarchie dans l'eugénisme, quand il valorise la vie d'un enfant sain (épargnée grâce au test non invasif) au détriment de celle d'un enfant trisomique (inévitavelmente éliminée), ou encore quand il se réfugie derrière le dogme du « choix éclairé », à l'origine de l'angoisse puis de la culpabilisation de toutes les femmes enceintes.

L'enjeu est plus profond

Non, il ne suffit pas de dénoncer ces nominations politiques. L'enjeu est bien plus profond et porte sur notre inaptitude chronique à voir que les chantages zélés de la pensée libérale-libertaire se drapent souvent dans des habits de sages pour obtenir une estampille de façade à la fois démocratique et élitiste (pensons à M. Caillavet nommé au CCNE par Jacques Chirac).

L'éviction des religieux est une illustration désolante d'une surenchère laïcarde qui s'affiche jusqu'au ridicule. Quand on connaît le dessous des cartes, il est difficile de soutenir que les représentants des religions ont porté atteinte à la laïcité, c'est le moins qu'on puisse dire....

Dénoncer ce renouvellement alerte, à un instant donné, l'opinion sur la partialité de cette instance, mais il est urgent d'en dénoncer l'existence même, son influence et son monopole dangereux de *bien-pensance* bioéthique. Sinon, l'anesthésie des consciences qu'il secrète conduira aux résultats observés inexorablement depuis sa création : au lieu d'encadrer la dérive, il dérive avec le cadre.

L'Initiative citoyenne européenne "[Un de nous](#)" est en ce sens un rebond salutaire : on peut perdre dans les hémicycles face aux idéologues sous perfusion des avis du CCNE et gagner sur un autre terrain. En l'occurrence, la libéralisation de la recherche sur l'embryon humain, voulue par le Parlement cet été et souhaitée dans moult avis du CCNE, rend d'autant plus nécessaire la tentative de blocage des financements européens à ces programmes de recherche.

Après le passage brillant du million de signatures collectées, les équipes ne relâchent pas l'effort pour atteindre 1,2 minimum fin octobre, demain en somme. Vous pouvez signer sur www.undenous.fr

J.-M. L.M.

Signez la pétition "[Un de nous](#)"

*